



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg

28 novembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de

subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Ça n'est qu'un début

Le 21 décembre, les 4 organisations syndicales appelaient à une grève « ultimatum » d'un jour en attendant un mouvement reconductible en décembre. Une vingtaine de grévistes s'est rassemblée en gare de Strasbourg. Ils ont débattu du mot d'ordre de cette grève, démantèlement de la SNCF et de ses conséquences dans la région, ou les premiers transferts de cheminots pourraient arriver dans 2 ans à peine. Évidemment, les 0,5% d'augmentation proposés la veille par la direction ont été vivement discutés, et dénoncés comme une insulte. Geler (ou presque) nos salaires, nous transférer au privé, liquider nos outils de travail... c'est une même politique qui vise à ce que les cheminots coûtent peu et rapportent beaucoup. Nous avons eu raison de nous y opposer par la grève le 21. Ça n'est qu'un début.

Plus forts ensemble

Beaucoup de cheminots sont attentifs à la vague de licenciements qui a commencé, notamment dans l'industrie. Comme l'ont fait remarquer plusieurs grévistes lors de l'Assemblée Générale, la liquidation du FRET et l'ouverture à la concurrence ne sont que des manières un peu différentes de faire la même chose : écraser les salariés pour augmenter les profits. De nombreux travailleurs du privé ont décidé de ne pas se laisser faire, comme ceux de Novares à Ostwald. Si nous parvenons, nous aussi, à construire une grève forte, nous ne serons pas seuls en décembre.

La lutte paie

Les ouvriers de Dumarey étaient mobilisés contre le plan de licenciement qui mettra à la porte 248 d'entre eux. Après 11 jours de grève ils ont obtenu 75 millions d'euros à la place des 60 prévus sur l'enveloppe du PSE ainsi que le paiement de leurs jours de grève par une prime de 1500€.

Rira bien qui rira le dernier

Pour les NAO la direction nous augmente de collectivement de 0,5% à partir du 1er avril 2025. Comme poisson d'avril on a connu plus drôle. Déjà que la direction raconte que nous aurions été augmenté de 17% sur les deux dernières années, décidément elle aime bien se moquer de nous !

Procès des assistants du Rassemblement national : l'extrême droite s'indigne

Dans le procès des assistants fictifs du RN payés par le Parlement européen, les procureurs réclament des peines de prison, de l'inéligibilité ainsi que de fortes amendes au parti de Le Pen. L'extrême droite, toujours prompte à dénoncer « les magouilles » de la

classe politique, est la première à se servir dans la caisse. Habitée à déplorer le « laxisme de la justice », elle estime le jugement « trop sévère, indigne, violent, et irrationnel ». Comme à chaque fois qu'elle est prise la main dans le sac. Bardella a prétendu que « ne pas avoir de condamnation à son casier judiciaire est la règle numéro 1 » pour être candidat du RN. Oubliant apparemment qu'une bonne dizaine d'élus de son parti ont déjà été condamnés dans diverses affaires, dont Marine Le Pen pour diffamation à deux reprises, ou encore le parti lui-même en 2020 pour recel d'abus de biens sociaux.

Novares en lutte

Le groupe Novares, sous-traitant de Stellantis, veut fermer son usine à Ostwald et menace de licencier les 126 salariés du site. Depuis mardi 19 novembre, la quasi-totalité des travailleurs est en grève reconductible et bloque le site, suite au refus de négociation de la direction. La fin du délai légal pour arriver à un accord est au 8 janvier, les grévistes font donc pression pour obtenir de meilleures conditions de licenciement d'ici là, la fermeture de l'usine paraissant a priori inéluctable. Ils réclament des reclassements en bonne et due forme, ainsi qu'une prime supra-légale de 3000€ (au lieu des 1300 proposés par la direction. Face à la casse sociale chez Novares, comme chez Dumarey et tous les sous-traitants de l'automobile, nous devons lutter pour imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail sans perte de salaires.

Féminicides : une femme tuée par un proche toutes les dix minutes dans le monde

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, un rapport de l'ONU alerte sur les féminicides. En 2023, au moins 85 000 femmes ont été tuées de manière intentionnelle. Parmi les victimes décomptées par l'étude à travers le monde, 60 % ont été tuées par leur conjoint ou d'autres membres de leur famille. En un an, cela représente 140 femmes chaque jour, une toutes les dix minutes. Le rapport souligne que de nombreuses victimes ont signalé des violences physiques, sexuelles ou psychologiques avant leur mort sans que les autorités interviennent. Les féminicides ne sont que l'aspect ultime des violences sexistes et sexuelles subies par les femmes dans tous les pays et qu'il s'agit de combattre sans relâche dans les familles, à l'école, sur les lieux de travail, dans la sphère culturelle et sportive et partout ailleurs dans la société.